

de l'automne et du printemps. Il n'est pas rare de manquer de marchandises durant l'hiver; parfois, à mi-saison, un bon cultivateur accepte de se rendre à Rivière-du-Loup en voiture à cheval pour rapporter de la liqueur, du chocolat, des cigarettes et des fruits. Plus tard, une telle pénurie survient après de fortes tempêtes alors que les routes demeurent fermées pendant dix à quinze jours. Par la suite, le transport des marchandises par camions facilite un approvisionnement plus pratique et plus régulier.

Afin de répondre à la demande des "jeunesses" de la place et des passants, "Chez Isidore" ajoute la restauration. Les gens des rangs surtout, des familles entières, ne vont pas tous à la salle publique le dimanche entre deux messes. Plusieurs de ceux qui doivent communier à jeun tôt le matin prennent leur déjeuner chez Isidore en attendant de retourner à la grand-messe: une livre de biscuits au thé ou à la "gelée entre" avec de la liqueur "aux oranges". "A messe, à messe" leur répète Isidore trois ou quatre fois l'heure venue, avant d'aller "placoter" sur le perron de l'église et se faire interpeller à nouveau par le connétable Thomas Simard.

"Chez Isidore" devient un endroit très fréquenté; on y vient même sans avoir à acheter. Le magasin est ouvert tous les jours de la semaine de huit heures du matin à ... pas d'heure fixe le soir, sauf dans le respect de la pratique religieuse obligatoire; on ferme durant les messes et les vêpres. "Chez Isidore" devient un centre récréatif pour les amateurs de jeux tels que: jeux de cartes 4-7, de cigarettes, d'allumettes, de dames, de "pichenottes", de tours de force, de boxe, etc. "Chez Isidore" devient un refuge où rentiers et plus jeunes se rassemblent pour discuter vivement de politique ou de problèmes de l'heure. Quant aux demoiselles de la place, celles qui n'ont pas d'amoureux, leurs rencontres se font souvent dans la cuisine de Madame Jeanne. Une autre considération: "Chez Isidore" devient un lieu d'accommodation à titre de salle d'attente et de vente de billets pour les usagers du service d'autobus Lemelin et Voyageur; c'est "Chez Isidore" que s'effectuent les arrêts d'autobus quotidiens pour prendre ou laisser des passagers ou des colis.

Au cours des années plus récentes, l'aspect social et divertissant du magasin s'atténue beaucoup; le besoin de se retrouver ensemble diminue au profit d'une vie plus individuelle alors que la télévision entre dans chaque maison. Les résidents du Foyer en particulier continuent à aller "Chez Isidore", mais pour une raison autre que par affaire: c'est pour eux un endroit où raconter leur solitude et où trouver une oreille attentive et un mot d'encouragement.

À la mi-mars 1984, après cinquante-sept années de valeureux services auprès du public, Monsieur et Madame Lapointe annoncent leur retraite. Le 1er avril suivant, la résidence et l'épicerie passent aux mains

d'un nouveau propriétaire, Jean Lapointe. Après avoir transformé l'épicerie en dépanneur, il revend le tout sept mois plus tard.

Le 3 novembre 1984, Gervaise et Gilles Pelletier de Saint-Aubert de l'Islet font l'acquisition du dépanneur qu'ils opèrent sous la raison sociale de Dépanneur G. Pelletier. Ils en sont toujours les propriétaires soucieux d'offrir un service de qualité à la population de Saint-André.

Collaboration: Lise Lapointe Thiboutot

Rédaction: Georgette Ouellet

Magasin Georges Landry
Épicerie Albéric Ouellet
Les Carrosseries du Kamouraska

Fils de Joseph Landry, cultivateur, et de Mélina Gaudreau, du deuxième rang est, Georges Landry choisit de devenir épicier et barbier. Avant d'acheter son propre commerce, il loue un espace dans quelques maisons privées chez des gens du village. M. et Mme Alphonse Vaillancourt, couple âgé d'un certain âge, n'ayant aucun lien de parenté avec lui, sont de ceux-là. Ils acceptent de louer deux pièces de la partie avant de la maison où ils sont eux-mêmes locataires, propriété d'Éva Roy dit Desjardins (Mme Alexis Darisse). La salle à dîner, à droite, en entrant, devient un petit magasin où l'on vend chocolat, cigarettes, liqueurs. La chambre à coucher, à gauche, est transformée en salon de barbier. Mme Vaillancourt (Marie Fortin) se porte volontaire pour aider au magasin lorsque M. Landry est occupé à raser la barbe ou à couper les cheveux. Puis, les Vaillancourt quittent Saint-André à destination de Fall Rivers (Massachusetts). Avant de demeurer au village, le couple avait habité à la Pointe-Sèche au retour d'un précédent séjour aux États-Unis.

Au village de Saint-André, M. Vaillancourt était fermier pour Charles-Alfred Roy dit Desjardins et travailleur de la voirie sous les ordres du cantonnier Émile Ouellet. En retournant aux États-Unis, les Vaillancourt répondent aux doléances de leur fils Edouard qui y demeure; c'est là-bas qu'ils finissent leurs jours.

En décembre 1930, Georges Landry décide d'acheter la maison qu'il occupe. Le 24 du même mois, Louis-Arthur Dussault, comptable de Chicoutimi, se présente au bureau du notaire Raymond Belleau également de Chicoutimi, muni d'une procuration signée à Saint-André deux jours plus tôt par Georges Landry et deux témoins. La propriétaire, Carmel Darisse d'Arvida, donataire de sa mère Éva Roy dit Desjardins, vend à Georges Landry, épicier et barbier, représenté par son mandataire, un emplacement sis au village d'Andréville, partie du lot 139, borné au nord au terrain de Charles-Alfred Desjardins, au sud au chemin du roi, à l'est au terrain de

Joseph Lavoie et à l'ouest à Ernest Anctil. Cette vente comprend les autres bâtisses et dépendances érigées sur cet emplacement ainsi que l'installation électrique dans la maison vendue.

Après le départ des Vaillancourt, Georges Landry obtient l'aide de sa soeur aînée Alma jusqu'à son mariage avec Pierre Migneault de Saint-Bruno, puis, de sa soeur cadette Berthe qui, à son tour prend époux et devient Mme Léger Beaulieu. Pour sa part, M. Landry met fin à son célibat prolongé lorsqu'il se marie à Alice Charron de l'Isle-Verte, le 6 septembre 1939. Ils ont une famille de sept enfants: Claude, Benoît, André, François, Marie-Ange, Suzanne et Lucie, qui loge au second étage du magasin. Georges Landry exerce toujours son métier de barbier. Peu à peu, le magasin prend de l'expansion; on y vend des bicyclettes, des radios et des télévisions et on répare même ces deux derniers appareils. Le 30 avril 1961, Georges Landry s'éteint à l'âge de cinquante-huit ans.

À la suite du règlement de la succession, le fils aîné Claude achète le magasin et les dépendances, le 31 mars 1962. À peine dix mois plus tard, le 8 février 1963, il cède et abandonne l'immeuble à Paul-Émile Soucy de Saint-Alexandre, son créancier hypothécaire lors de l'achat qui le revend le 31 mai à Adélarde Saint-Pierre, commerçant de Saint-André. Le 11 novembre 1964, ce dernier cède son acquisition à Albéric Ouellet qui la transforme en épicerie et l'opère pendant quinze ans avant de la revendre à son fils Réal le 20 décembre 1979. Le 30 avril 1982, ce dernier rétrocède son commerce à son père qui l'échange le 26 mai suivant contre l'immeuble appartenant à Jacques Bérubé, immeuble acquis de Léona Dumais (Mme Ludger Michaud) le 17 février 1977. Lorsque Chanel Lavoie, garagiste, achète cette bâtisse le 18 octobre 1984, la transaction met un terme à plus de cinquante ans d'un commerce d'épicerie. M. Lavoie rénove la maison du 89, rue Principale, et la partie arrière qui servait d'entrepôt est aménagée en garage spécialisé en débosselage et peinture opérant sous le nom "Carrosseries du Kamouraska Inc.". Chanel Lavoie y travaille avec son fils Robert qui devient propriétaire en mars 1988.

Collaboration: Mme Hormidas Landry, Mme Léger Beaulieu, Chanel Lavoie, Mme Rita Vaillancourt Morin.

Rédaction: Georgette Ouellet

Magasin Charles Ouellet

De retour des États-Unis avec ses parents, Charles Ouellet occupe un emploi de boulanger à Saint-Pascal pendant un certain temps. Le 16 mai 1927, il achète de Charles-Alfred Desjardins, rentier de Saint-André, une lisière de terrain de vingt (20) pieds de front sur cent quarante-six (146) de profondeur, borné au nord au vendeur, au sud au chemin public, à l'est à

Jean-Thomas Ouellet et à l'ouest à l'acheteur. Il s'établit à Saint-André et construit un magasin à côté de la demeure de ses parents, sur l'emplacement du jardin.

Peu à peu, il ajoute quelques dépendances et le magasin Charles Ouellet devient un assez imposant magasin général où il se vend de tout. Les affaires se font relativement bonnes puisque son entourage se plaît à dire qu'il est à l'aise financièrement et qu'il garde ses avoirs en des lieux secrets quelque part chez lui! Quelques jeunes filles du village trouvent emploi à son magasin; parmi celles-là Marguerite Ouellet, Alice Bérubé, Marie-Paule Bérubé, Marie-Aimée Bérubé, Germaine Tardif, Cécile Bérubé et Jeannette Carlos.

Célibataire, c'est à une communauté religieuse qu'il lègue ses biens lors de son décès le 4 mars 1962 à l'âge de soixante-dix ans. Toutefois, les arrangements qui s'ensuivent font que ce sont ses deux soeurs, Olivine et Yvonne, qui rachètent l'ensemble des bâtisses. Toutes deux célibataires elles aussi, les demoiselles Ouellet s'installent dans la maison et y résident plusieurs années. Mademoiselle Yvonne se charge d'écouler la marchandise restante et par la suite le magasin demeure sans utilisation.

En 1977, les deux soeurs Ouellet mettent en vente maison, magasin et dépendances. Adélarde Lévesque d'Abitibi achète le tout le 2 novembre 1977. Quelques mois plus tard, tous les immeubles sont remis en vente. Le 1er mai 1979, Denis Morin de Saint-Denis devient le nouveau propriétaire. Il utilise la maison comme résidence familiale et se sert du magasin comme atelier de menuiserie.

C'est à l'intérieur de l'ex-magasin de Charles Ouellet que s'est faite la construction du kiosque installé à la batture de la halte routière près des limites entre Saint-André et Saint-Germain, durant les hivers 1982 et 1983 par Paul-Émile Bisailon, Gérard Beaulieu, Richard Lemire et Charles-Aimé Bélanger.

Depuis 1984, ce qui fut le magasin Charles Ouellet est loué à l'antiquaire Benoît Saint-Pierre de Sainte-Hélène. Le magasin est ouvert de mai à novembre et quelquefois en d'autres périodes pour la tenue occasionnelle d'encans.

Collaboration: Mme Joseph Bernier, Marie-Paule Bérubé, Denis Morin

Rédaction: Georgette Ouellet

Club alimentaire Saint-André/Saint-Alexandre

En 1975, un groupe de citoyens de Saint-André et de Saint-Alexandre discutent de la possibilité de mettre sur pied un club coopératif alimentaire à but non lucratif. Le 22 juin, une demande est acheminée auprès du gouvernement dans le but d'obtenir une charte. Le 27 septembre suivant,

un article publié dans les journaux locaux fait connaître les personnes impliquées dans ce projet. De Saint-André: Mme Rodolphe Lapointe (Aurore Lavoie), Mme Michel Saint-André (Micheline Rodrigue), Mme Hormidas Landry (Jeanne d'Arc Dumont), Paul Ouellet, Hervé Michaud, Guy Michaud et Paul-Émile Bisailon. De Saint-Alexandre: Laurette Bélanger (Vincent), Thérèse Saindon (Gérard), Daria Dumont (Origène), Gisèle Landry (Robert), Auguste Thériault, Gérard L. Bélanger et Rolland Deschênes.

Peu à peu, le club s'organise. Mme Gisèle Landry est nommée secrétaire provisoire. Après l'obtention de la charte, un Conseil d'administration se forme et Mme Aurore Lapointe accepte la présidence.

À l'automne 1975, le club déménage dans un local loué de Régent Ouellet, en face de la route 51 (289), à Saint-André. Cinq années plus tard, le local s'avérant trop petit, des démarches sont entreprises en vue d'une relocalisation. Au cours de plusieurs réunions, on décide de construire un nouvel édifice ou d'acheter une bâtisse neuve. Le 31 janvier 1980, le Conseil d'administration achète l'ancien entrepôt de meubles Paul-Émile Dumont, au 559, route 51 (289), à Saint-Alexandre. Le déménagement s'effectue au cours du mois de février.

En mai 1982, Mme Marie-Paule Boucher est engagée comme gérante; elle est la seule personne rémunérée, puisque le club fonctionne grâce au bénévolat. Pour adhérer au Club, il faut acheter une part de 150\$ et consentir à donner quelques heures de son temps toutes les six semaines afin d'aider à placer la marchandise ou encore faire de l'entretien. En 1991, quatre-vingt-treize (93) membres bénéficient des avantages de leur club coopératif de consommation. Dix-neuf membres résident à Saint-André; ce sont: Jean-Louis Alexandre, Robert Alexandre, Paul-Émile Bisailon, Lucie Desjardins Darisse, Michel Gagné, Yvon Gagné, Janine Joly, Éliane Laforest, Jean-Paul Laforest, Guy Lapointe, Joseph-Alfred Lapointe, Richard Lapointe, Rodolphe Lapointe, Charles Marois, Denis Michaud, Micheline Rodrigue Saint-André, Georges Soucy, Guy Tessier et Jacques Vaillancourt.

Collaboration: Mme Marie-Paule Boucher

Rédaction: Georgette Ouellet

Les casse-croûte et cantines mobiles

L'ère des casse-croûte à Saint-André débute avec le mini-restaurant sis à même une petite maison appartenant à Jules Paradis à proximité est du garage Thiboutot durant les années '30. C'est ce restaurant que Régina Soucy, épouse d'Antonio Thiboutot, opère les premières années de son mariage. Les années subséquentes, la maisonnette est louée à Mme Nolin, à M. et Mme Georges Lévesque pendant sept ou huit ans, puis à Joseph-Albert Ouellet, mécanicien au garage. Antonio Thiboutot acquiert cette

résidence, la déplace vers le nord, l'agrandit et en fait sa demeure familiale en 1954.

Au cours des années '40, un restaurant et quelques chalets s'affichent côté nord du chemin public, chez J.-Antoine Morin, à l'est du village. Son épouse Eugénie Michaud, originaire de l'Isle-Verte voit à la marche de ce petit commerce. Joseph Morin vend sa terre, sise au 100, route 132 Est, à son frère Théophile, et son commerce à Joachim Giasson en août 1946, puis à Georges Monier en août de l'année suivante.

Vers 1960, trois nouveaux casse-croûte font leur apparition presque en même temps. D'abord, une roulotte à patates frites s'installe en bordure de la route chez Jean-Marie Paradis, à l'ouest du village. Mme Paradis (Simone Marcoux), assure le fonctionnement du commerce chaque année de Pâques à l'Action de Grâce. M. Paradis, ancien militaire, aide au besoin tout en vaquant à d'autres occupations. À défaut d'être devenu fabricant de rouets comme ses père, grand-père et arrière-grand-père (Alfred, Aram et Amable), il s'adonne au commerce d'antiquités. Pendant au-delà de dix ans, le chiffre d'affaires s'avère tout à fait satisfaisant pour l'entreprise saisonnière qu'est la roulotte à patates frites. Cependant, à l'été 1973, tout chute de façon drastique en raison de l'ouverture de l'autoroute 20, nouvellement inaugurée en région, qui dévie les touristes à la défaveur des commerces établis aux abords de la route 2, devenue 132, depuis quelques années. Il n'y a, de toute évidence, pas d'autres choix pour eux qu'une fermeture... La roulotte est vendue et déménagée à Esprit-Saint au Témiscouata.

Le second casse-croûte voit le jour à l'ouest du village, à quelques pas des Paradis. C'est une autre roulotte à patates frites chez M. et Mme Henri et Noëlla Ouellet, au 203, route 132 Ouest. Tous deux sont complices de la tenue du commerce qui fonctionne rondement pendant une douzaine d'années jusqu'à l'ouverture de la nouvelle autoroute 20. Cet événement marquant qui réduit considérablement le flot des automobilistes circulant par le village de Saint-André provoque une fermeture systématique. La roulotte est mise en vente de même que l'ancien tramway situé à l'ouest de la roulotte pour accommoder les clients désireux de manger sur place. Ce tramway qui avait appartenu à Charles-Alfred Desjardins faisait partie d'une série de douze semblables acquis par l'homme d'affaires au moment où la ville de Québec voulait s'en départir. Lors de la vente, il semble que le tramway légendaire ait quitté Saint-André pour être exposé quelque part dans un musée d'Ottawa.

Le troisième casse-croûte, c'est le Café Gaieté chez J.-Antoine Lebel, à l'extrémité est du village. Les deux premières saisons, le commerce est tenu dans un kiosque, côté est de la maison. Les deux années suivantes, une pièce de la maison (partie est) est spécialement aménagée en restaurant avec un comptoir lunch et quelques tables. Une vie familiale accaparante et

des problèmes de santé empêchent Mme Rita Boucher, épouse de J.-Antoine Lebel de poursuivre les opérations, malgré l'aide apportée par les deux aînés, Yves et Cécile. M. Lebel, pour sa part, peut difficilement les seconder, puisqu'il cumule déjà deux fonctions: maître de poste le jour et comptable le soir au Garage Roger Ouellet et au Restaurant Aux Rideaux Verts de Saint-Alexandre.

De 1966 à 1973, Régent et Marielle Ouellet gèrent une cantine installée entre la résidence de Roger Ouellet et le garage du même nom, en face de la route 51 (289). Le 24 juin 1973, à midi précise, c'est l'ouverture officielle de l'autoroute 20, entre La Pocatière et Cacouna. Ce signal donné se répercute infailliblement sur leur commerce et se traduit par une perte de clientèle appréciable. Leur cantine ferme cette année-là.

Cantines mobiles

Profiant de l'occasion qui s'offre à lui en mai 1980, Jean-Louis Alexandre, du deuxième rang Est, à Saint-André, fait l'acquisition d'une cantine mobile. La cantine achetée à Saint-Pascal est opérée en lieu et place, d'où son commerce connu sous le nom de Cantine Saint-Pascal, Enr. Les premières années, il s'en tient à visiter uniquement les industries et commerces de Ville Saint-Pascal dont: Camille Dumais, Marcel Charest, G. M. Laplante, La Compagnie Normand, les garages, etc.

Pendant la saison estivale, il se rend sur les lieux où se disputent des parties de belle-molle incluant sa propre équipe nommée J.-L. A. qu'il maintient une couple d'années avant qu'elle ne disparaisse faute de joueurs... les jeunes quittant la région pour les études ou un travail à l'extérieur du milieu.

En 1983, M. Alexandre achète une autre cantine mobile et s'installe aux deux haltes routières le long de la route 20 à Saint-Philippe-de-Néri. Cette approche est jugée clandestine, puisqu'aucun permis n'existe pour opérer ce genre de commerce dit "cantine froide". Son geste soulève un tollé de protestations, puis une bataille s'enclenche entre lui et les propriétaires de cantines avec frites occupant les lieux avant lui, les restaurateurs, les hôteliers et même le Ministère des Transports. Au cours de nombreux voyages à Québec, il fait valoir son point de vue avec tous les autres membres de l'Association des propriétaires de cantines mobiles. Finalement, après deux ans de lutte, c'est le ministre du temps, Marc-Yvan Côté, qui tranche la question et donne raison aux propriétaires de cantines mobiles. Désormais, des permis de trois ans renouvelables chaque année sont émis pour opérer une "cantine froide", une cantine n'ayant aucunement droit de faire quelque cuisson ou friture que ce soit, sur le site des haltes routières (pommes de terre frites en particulier). Toutefois, un

four au gaz propane à même la cantine est de mise pour offrir des aliments chauds tels que: soupes, hot dogs, thé et café.

En 1987, M. Alexandre signe son premier contrat qui comporte des règles bien précises pour l'occupation des haltes routières montante et descendante à Saint-Philippe-de-Néri. Outre la saison et les heures d'ouverture, le contrat stipule des règles particulièrement strictes concernant l'entretien des lieux. Cet entretien doit s'effectuer sept jours sur sept et oblige un homme de service à poinçonner quatre fois par jour sous peine d'avertissement de la part des responsables du Ministère de la Voirie. Jean-Paul Fraser de Saint-André est l'un de ces hommes de service depuis un an.

Jean-Louis Alexandre possède une troisième cantine qu'il utilise seulement lors d'encans de fermes ou de festivités quelconques. En période estivale, il embauche cinq ou six personnes: deux pour les camions-cantines, deux pour l'entretien des haltes, de jour et en soirée, une ou deux pour la préparation de la nourriture à son domicile.

Collaboration: Régina Soucy Thiboutot, Simone Marcoux Paradis, Noëlla Ouellet, Rita Boucher LeBel, Régent Ouellet, Jean-Louis Alexandre
Rédaction: Georgette Ouellet

Les hôtels

Hôtel Paul Dumont, Hôtel Joseph Lavoie

Le 8 septembre 1899, devant le notaire Joseph-Alphonse Blanchet, du village de Kamouraska, dame Clara Dumont, épouse de Joseph Lavoie, cultivateur de Sainte-Hélène, fait donation pure et simple d'un terrain avec maison et autres bâtisses dessus construites à Philippe Dumont, son frère, hôtelier, et à Aglaé, sa soeur, résidant tous deux à Saint-André. Mme Clara Dumont possède l'immeuble pour l'avoir acquis par donation de Paul Dumont et Judith Paradis, ses père et mère, suivant l'acte rédigé par le notaire Thomas Michaud, le 3 décembre 1870.

Les nouveaux propriétaires, Philippe Dumont et sa soeur Aglaé ne peuvent vendre ou aliéner l'emplacement donné du vivant de Paul Dumont sans le consentement écrit de ce dernier. De plus, ils s'obligent à remplir et exécuter à l'égard de Paul Dumont, toutes les charges, obligations et servitudes dont était tenue Clara Dumont en vertu de la donation précitée ainsi qu'à acquitter les frais du second service de dame Judith Paradis, décédée.

En 1900, l'Hôtel Dumont de Saint-André, propriété de Philippe Dumont, offre des voitures très confortables à la disposition des pensionnaires.

Le 2 janvier 1901, l'avocat Pascal Wenceslas Taché fait saisie pour ses frais dans une cause où Philippe Dumont est demandeur contre sa soeur Aglaé. Cette saisie équivaut à la moitié du terrain faisant partie du lot 139 avec la moitié des bâtisses construites sur ce lot. Aglaé Dumont, étant le plus haut enchérisseur à fournir la somme requise par l'avocat Taché, le shérif Joseph-Elzéar Pouliot lui cède l'immeuble; elle devient l'unique propriétaire. L'édition du 1er mars 1901 du journal "Le Saint-Laurent" rapporte que M. Paul Dumont a succombé à une maladie du coeur en revenant à son hôtel à Saint-André de Kamouraska après avoir assisté au service anniversaire de feu M. le curé Hallé. M. Dumont, quatre-vingt-deux ans, est retourné chez lui, à pied par un chemin joliment recouvert de neige. Bien connu des voyageurs, sa maison servait d'hôtellerie depuis cinquante-neuf ans. Le 15 mars, Aglaé Dumont vend sa propriété à Joseph Lavoie, cultivateur de Sainte-Hélène. Le 30 septembre 1901, elle épouse Pierre Martin.

Le 20 octobre 1927, Joseph Lavoie, rentier de Saint-André, fait donation de ses biens à sa fille Joséphine, épouse d'Ernest Lemay de Manchester. Le 2 juillet 1930, celle-ci vend son héritage à dame Blanche Dumont, épouse d'Omer Beaulieu de Saint-André. Six ans plus tard, Blanche Dumont, pour des raisons financières, rétrocède son acquisition à l'ancienne propriétaire. Toutefois, cette dernière consent à laisser Blanche Dumont en possession du terrain et des bâtisses jusqu'au 30 avril suivant. Entre temps, le 18 décembre, Joséphine Lavoie s'éteint. N'ayant pas d'enfants et son époux, Ernest Lemay, révoquant son droit à la succession, les seuls héritiers sont: Napoléon, Anna et Marie Lavoie, frère et soeurs de la défunte, tous trois de la ville de New-York.

Le 20 septembre 1938, les héritiers comparaissent devant Louis-Philippe Lizotte, avocat de Rivière-du-Loup. Ils vendent la propriété à dame Blanche Dumont, épouse d'Omer Beaulieu de Saint-André. Trois ans plus tard, le 31 juillet, celle-ci la revend à Joseph Landry, cultivateur de Saint-André. Le 17 mai 1948, Joseph Landry vend sa propriété à Georges Saint-Pierre, aide-fermier de Saint-André, qui la revend trois ans plus tard, le 7 mai, à Ludger Michaud, employé de la Compagnie Desjardins. Le 17 février 1977, Jacques Bérubé, employé au Foyer Desjardins, achète la maison de dame Léona Dumais, veuve de Ludger Michaud. Enfin, Jacques Bérubé l'échange contre la propriété d'Albéric Ouellet, épiciier de Saint-André.

Cette résidence est sise au 85, rue Principale, à Saint-André.

Collaboration: Omer Ouellet

Recherche et rédaction: Georgette Ouellet et Jeannine Ouellet Boucher

Hôtel "Darisse", Hôtel "Tardif", Hôtel "Andréville",
devenu, "Auberge les Aboiteaux"

Le 4 mai 1914, Théophile Darisse, rentier du village, fait donation de ses biens à son fils Ivanhoe, un emplacement avec bâtisses et dépendances dessus construites, meubles de la maison, voitures, chevaux, tout le roulant.

De 1914 à 1948, Ivanhoe Darisse est propriétaire de cet édifice situé en face du Couvent-hospice (Foyer Desjardins). La résidence est à la fois hôtel et abrite le local de la Banque canadienne nationale. À l'époque, une visite des lieux, permet de voir en entrant à droite, une salle d'attente, un petit couloir et la Banque; à gauche, la salle à manger avec une seule grande table familiale et une autre pièce à l'avant où se trouve le piano. Sur le terrain, à l'arrière de l'hôtel, une grange abrite au rez-de-chaussée chevaux et voitures; l'étage supérieur sert de poulailler. M. Darisse qui accuse une certaine fierté pour les chevaux, les utilise pour aller quérir ou reconduire des voyageurs à la gare ou tout simplement, gratter sa cour en hiver. Plus tard, il possède une automobile et accepte de faire un peu de taxi. Madame Darisse (Elmire Levasseur) voit aux finances de la maisonnée; c'est d'ailleurs elle qui a charge de la Banque. Pendant seize ans, leur employée, Rachel Blier, fait la cuisine et le service des tables et l'entretien général du petit hôtel de quatre chambres. M. Chabot, représentant vendeur du journal l'Action catholique est un fidèle client de l'hôtel. Lorsque Mme Darisse devient veuve en novembre 1948, une petite nièce, Jacqueline Darisse, demeure avec elle à certaines périodes jusqu'à la mise en vente de l'hôtel en mai de l'année suivante.

Le 11 mai 1949, Josaphat Tardif achète l'hôtel des Darisse. Pendant trente-et-un ans, lui et son épouse, Jeanne-Mance Bastille, se consacrent à leur commerce. En 1954, des motels sont construits sur le grand terrain à l'arrière par Gérard Michaud de Saint-Germain; ils donnent alors à leur établissement le nom d'Hôtel Andréville Enr. Malgré ce nom commercial, la plupart des gens désignent toujours l'endroit comme étant l'hôtel Josaphat Tardif. En 1964, M. et Mme Alidor Saindon, domiciliés aux États-Unis, célèbrent leur cinquantième anniversaire de mariage avec la parenté et les amis. Citons quelques-unes de leurs employées: Florence Drapeau, Claudette Ouellet, Jeanne Simard-Saint-Pierre, Denise Dionne, Jeannine Ouellet, Nicole Nadeau.

À quelques reprises, le nom de l'hôtel apparaît dans les journaux ou brochures touristiques parmi la liste des établissements qu'on suggère de visiter pour la qualité de la nourriture. Les fils, Yves et Serge, et leur nièce Normande, ne manifestant aucun désir de poursuivre l'oeuvre des parents, l'hôtel est vendu à Jean-Louis Ayotte, commerçant de Sainte-Madeleine, le 30 avril 1980.

Le commerce change de nom pour «Auberge les Aboiteaux» mais, n'est exploité que quelques mois par M. Ayotte. Le 9 juin 1983, Émilien Morel, hôtelier de Saint-André, achète l'hôtel et les motels puis, le 8 mai 1987, revend le tout à son fils Alain. L'hôtel qui a subi des rénovations à l'intérieur et à l'extérieur est maintenant un édifice de quatre logements. Les huit motels toujours en place ne sont loués qu'en période estivale.

Collaboration: Jeanne-Mance Bastille Tardif, Réjane Martin Lavoie, Jacqueline Darisse Michaud, Rachel Blier Ouellet, Jacqueline Gagnon, Alain Morel

Rédaction: Georgette Ouellet

Hôtel Florian Bouchard

Le 11 décembre 1918, Florian Bouchard, charretier, achète la propriété de Ludger Michaud, hôtelier, située à l'est de l'édifice appartenant à la société nommée l'Ordre des Forestiers Catholiques. Ludger Michaud est aussi postillon à Saint-André et parmi les conditions d'achat, Florian Bouchard s'engage à faire le transport des malles de sa majesté et par le fait même, à respecter le contrat qui lie Ludger Michaud avec le ministère des Postes, contrat ayant débuté le 1er juillet 1917, renouvelant le contrat du 1er juillet 1913. Ainsi, de deux à trois fois par jour, Florian Bouchard transporte le courrier du bureau de poste au train, et vice-versa. En même temps, il est journalier à l'usine Desjardins et utilise ses chevaux pour faire du voiturage autour des "shops". Sur demande, il fait du taxi; en voiture à cheval, l'hiver, et en automobile, l'été.

Au village d'Andréville, l'hôtel Florian Bouchard est ce petit hôtel qui accueille trois ou quatre pensionnaires réguliers qui sont des travailleurs de l'usine Desjardins (M. Devost, M. Dubé et Robert Darisse) de même que des voyageurs de commerce ou des visiteurs ramenés du train. Mme Bouchard (Elzire Lévesque) voit à loger et nourrir ces gens en plus de sa tâche habituelle auprès de leurs fils, Robert et Émile, et de Mme Téléphore Bouchard, mère, qu'ils gardent avec eux.

Le décès de Mme Elzire Bouchard, en juillet 1947, met fin à la vocation hôtelière de leur maison. Mme Téléphore Bouchard va demeurer au Foyer. M. Bouchard se marie en secondes noces à Malvina Leduc et lui-même décède le 12 octobre 1952 à l'âge de soixante-seize ans.

Quelques mois plus tard, Mme Leduc vend la maison à Lucien et Laurette Desjardins, le 29 mars 1954. Pendant une vingtaine d'années, elle sera leur résidence familiale et, en date du 16 juillet 1975, elle devient la propriété de M. et Mme Roland Simard (Florence Desjardins), au 74, rue Principale.

Collaboration: Florence Desjardins Simard, Mme Lucien LeBel, Lauréanne
LeBel Ouellet
Rédaction: Georgette Ouellet

Hôtel "Le Manoir"

Né à Saint-André en 1881, Albert Canac-Marquis est le fils de Michel et petit-fils de Pierre. Il n'a que trois ans lorsque son père, notaire de profession, décède à l'âge de trente-trois ans. Sa mère, Alvina Caron, se remarie à Hector Lachance de Saint-Pascal et c'est là qu'il va demeurer. Par la suite, la famille séjourne à Lévis, puis revient vivre à Saint-Pascal. Le 29 mai 1906, Albert épouse à Kamouraska Hélène Tremblay; le nouveau couple établit sa demeure à Saint-Pascal.

En 1932, après vingt-trois ans de travail à la Banque provinciale, M. Marquis quitte Saint-Pascal avec son épouse et leurs enfants, Michel, Angèle et Imelda, pour s'installer à Saint-André dans la maison léguée par son père à son décès. Cette maison qui avait hébergé quelques locataires, les parents d'Alice Bérubé (actuellement pensionnaire au Foyer Desjardins), des Bouchard et quelques autres, n'est habitable qu'au premier plancher; l'étage supérieur est un grenier. À Saint-André, Albert Marquis cultive un lopin de terre et agit comme percepteur des loyers de l'aqueduc de la succession Desjardins. Il entreprend des travaux au second étage de sa demeure et démarre un service d'hôtellerie en opération seulement en été afin de recevoir des vacanciers. Son hôtel porte le nom d'Hôtel Bellevue.

À la suite du décès d'Albert Canac-Marquis, le 31 décembre 1942, c'est son fils Michel demeurant à Montréal qui devient propriétaire de la maison et des lieux (196, rue Principale) le 21 janvier 1943. Sa mère Hélène continue à habiter la maison et poursuit les activités hôtelières avec sa fille Imelda, épouse de Camille LeBel, jusqu'à son décès en juin 1948. Deux ans plus tard, Camille et Imelda LeBel quittent Saint-André et vont vivre à Montréal. Pendant deux ou trois ans, il est possible que la maison soit restée inoccupée et que seuls des membres de la famille soient venus pour des séjours de quelques semaines durant les vacances d'été.

En 1953, la maison est louée aux Pères Oblats de Marie Immaculée avec dessein de l'utiliser comme maison de retraites fermées. Le 27 septembre 1953, Mgr Bruno Desrochers, évêque de Sainte-Anne, procède à la bénédiction de la maison en présence des Révérends Pères Samuel Côté et Laframboise qui en sont les directeurs.

En avril 1955, arrivent à Saint-André les Frères des Écoles chrétiennes. Un extrait des archives de la communauté relate les débuts de leur Juvénat à Saint-André. Le Frère Ferdinand, assisté des Frères Sigebert et Philémon, se charge des réparations à apporter à l'édifice de belle apparence mais visiblement défraîchi par les années. On consolide le toit,

redresse les planchers, change certaines divisions, répare le toit et applique une bonne couche de peinture à l'extérieur. L'ancien hôtel désaffecté reprend noble figure. Dès septembre de la même année, le nouveau Juvénat peut loger vingt-quatre adolescents inscrits au cours d'éléments latins. La direction de l'institution est confiée au Frère Marcel Dion; ses confrères sont les Frères Maurice Lamothe, Germain Daneault, Serge Bédard et Loyola Martel. En 1958, le Frère Laurent Brochu devient directeur.

Le 20 juillet 1959, Michel Marquis, machiniste, domicilié à Rosemont (Montréal), vend aux Frères des Écoles chrétiennes de Québec, corporation représentée par Frère Ferdinand, procureur provincial. Malheureusement, faute d'inscriptions, le Juvénat ferme ses portes aux vacances d'été de 1960. Le 15 décembre 1964, les Frères des Écoles chrétiennes, représentés par le Frère Marc-Marie, assistant provincial, vendent l'édifice à Gaétan Grimard, homme d'affaires de Saint-Edouard de Lotbinière. M. Grimard et son épouse, Gabrielle Leclerc, exploitent leur résidence à titre de commerce hôtelier pendant huit ans sous le nom de "Manoir du repos".

Le 11 octobre 1972, Marcel LeBel, journalier de Saint-Jean-de-Dieu, achète l'entreprise incluant l'inventaire d'huile et gazoline ainsi que le kiosque du gaz-bar (Gulf). Trois ans plus tard, le 1er novembre, le commerce passe aux mains d'Émilien Morel, autrefois militaire de Québec. L'acheteur est toutefois en possession des biens et immeubles depuis le 28 avril 1975.

L'entreprise commerciale de restauration et de bar exploitée par Émilien Morel et son épouse, Denise Boutin, prend officiellement le nom de «Manoir Saint-André Inc.» le 26 avril 1990.

Le Manoir Saint-André ne manque pas d'attirer les regards par son architecture extérieure. Cette haute maison décorée de vert est coiffée d'un toit mansardé d'où émergent la cheminée et quatre lucarnes en façade. C'est, semble-t-il un bel exemple des dernières réalisations de l'époque victorienne avec tout son décor de roses, de guirlandes et de palmettes au-dessus des fenêtres, les volutes et les glands sous le larmier ainsi que l'imitation en bois, de la pierre de taille pour le premier étage et celle de la brique pour le second. La large galerie en bois est admirable pour les détails de son ornementation. Le long escalier dressé sur la façade rappelle un fait religieux d'autrefois; en effet, c'est à son sommet qu'on installait parfois le reposoir lors des processions de la Fête-Dieu.

Installé au pied nord-ouest du Cap, le Manoir attend que les visiteurs s'arrêtent goûter la tranquillité des lieux et l'hospitalité des propriétaires.

Collaboration: Angèle Marquis Michaud, Jacqueline Gagnon, Normand Thiboutot

Bibliographie: Archives des Frères des Écoles Chrétiennes, Bibliothèque de prêt du Grand-Portage.

Rédaction: Georgette Ouellet

Hôtel "Aux Toits Bleus" Hôtel 50

En 1943, J.-Antoine Morin abandonne la culture de la terre familiale que son père, Hippolyte, gardien du phare érigé sur l'Île Pèlerin, lui a donnée en 1920. Selon les traditions, le bien paternel doit demeurer dans la lignée des Morin. C'est son frère, Théophile, électricien de Saint-Pascal, qui achète le 12 août la terre et le roulant à l'exception d'une parcelle de terrain sur le côté nord du chemin public sur laquelle sont bâtis un petit restaurant et quelques chalets. Sous la responsabilité de dame Eugénie Michaud, épouse de J.-Antoine Morin, ce restaurant est connu depuis plusieurs années sous le nom de «Foyer du Touriste».

Après la vente de sa terre, J.-Antoine Morin s'établit sur une ferme des Cantons de l'Est avec son épouse et ses trois enfants: Ovide, Jeannine et Eugène. Le restaurant demeure sans histoire jusqu'à ce qu'un acheteur se présente. Le 28 août 1946, devant le notaire Louis-Albert Saint-Pierre de Saint-Pascal, J.-Antoine Morin, cultivateur d'East Angus, comté de Compton, vend son petit commerce à Joachim Giasson, cultivateur de l'Islet. Cette vente comprend tous les meubles et effets mobiliers rangés à l'intérieur du restaurant et des chalets. Une clause est ajoutée au contrat: M. Giasson ne peut en aucune manière, vendre ou aliéner la nouvelle acquisition sans le consentement écrit de Mlle Emma Giasson, de l'Islet.

Le 27 août 1947, Georges Monier, hôtelier de Québec, achète le commerce devant maître Simon-Pierre Dugal, notaire de Rivière-du-Loup. Le commerce «Chez Georges Cabines» engage successivement deux jeunes filles de Saint-André: Noëlla Saint-Pierre et Madeleine Ouellet.

Le 3 décembre 1949, Georges Monier achète de Georges LeBel, un morceau de terrain à l'est de celui qu'il possède déjà. L'année 1950 marque un nouveau départ. Au printemps, M. Monier déplace à ses frais à l'extrémité est de son terrain la petite route privée appelée "route du nord" que les cultivateurs empruntent pour aller cultiver leurs champs ou conduire leurs animaux dans les pâturages au nord de la montagne. Cette route se trouve en face de la "route à Théophile", située du côté sud du chemin public. Certains cultivateurs, indignés par ce changement, revendiquent leurs droits devant les tribunaux. M. Monier gagne le procès. Il est prouvé que rien n'entrave d'aucune façon l'usage que les cultivateurs veulent faire de cette route qui se trouve d'ailleurs toujours à cet endroit depuis ce temps.

Durant l'été 1950, Georges Monier fait construire un hôtel au centre du terrain agrandi, sur la partie du lot 108 achetée de Georges LeBel et ajoutée à la partie du lot 114 qui lui appartient depuis trois ans, exactement à l'endroit où passait la "route du nord". L'hôtel neuf, recouvert

d'une toiture bleue, prend le nom "Au Toit Bleu". Neuf cabines de grandeur différentes et de styles particuliers sont installées du côté ouest de l'hôtel par le même entrepreneur, Léon Laplante de Saint-Pascal.

Pendant quelques années, le petit restaurant acheté en 1947 et reculé sur le terrain, sert de résidence privée à M. et Mme Rémi Ouellet et leur fille Rachel.

Le 29 mars 1951, Georges Monier loue pour quinze ans à Irving Oil Inc., un morceau de terrain faisant partie du lot 108. Vers 1952, il fait bâtir une résidence à l'extrémité est du terrain destinée à son fils Robert, son épouse Madeleine et leur fils Louis. Cette construction emprunte intentionnellement le style d'un chalet érigé non loin du quai, à la Pointe de Rivière-du-Loup.

Petit à petit, l'hôtel attire une clientèle de plus en plus diversifiée. Les touristes québécois, américains et d'autres nationalités, circulant sur la route 2, profitent du gîte ou du service de la salle à manger. Les gens de la région immédiate s'y donnent rendez-vous à l'occasion de banquets de noces et de diverses réceptions ou lors des populaires veillées du samedi soir.

En 1962, la superficie de l'édifice hôtelier est doublée par l'agrandissement du côté est. Même les neuf cabines sont remplacées par une chaîne de seize motels, attenante à la bâtisse principale. L'ouvrier, Charles Massé, est aidé de Joseph Sirois, Maurice Morin, Gilbert et Jean Darisse et de quelques autres jeunes gens de Saint-André. Afin de compléter le décor, une piscine est creusée devant les motels en remplacement d'un espace vert aménagé d'arbustes, de chaises de parterre, de balançoires, etc. Dorénavant, le commerce en voie d'expansion affiche le nom de «Hôtel Motel aux Toits Bleus Enr.» Les cabines déplacées au fond du terrain, du côté est, pendant les travaux, sont vendues. L'une de ces cabines, achetée par Maurice Morin est longtemps restée sur son terrain, au village, voisin est de l'hôtel "Le Manoir", avant d'être revendue.

Pendant plusieurs années, l'"Hôtel aux Toits Bleus" connaît un certain achalandage. On y offre des services hôteliers d'envergure. Des soirées avec spectacles ou avec orchestres sont même organisées. Le vaste stationnement situé à l'avant de l'édifice facilite l'accueil et souvent, déborde les limites du terrain privé. Parmi les artistes invités à se produire à l'hôtel, citons: Benny Barbara, Victor Bérubé, Carole Cloutier, Rosaire et Thérèse Deroy, Diane Dufresne, Denis Drouin, Jacques Desrosiers, Johnny Farago, Les Jérôlas, Michel Louvain, Margot Lefebvre, Tex Lecor, Pierre Perpall, Michèle Richard, Claude Valade. Certains groupes populaires de l'époque attirent les jeunes amateurs de danse et de succès de l'heure: Les Baronets, Les Bel Canto, Les Bolides, Les Classels, César et ses Romains, Les Excentriques, Les Gants noirs, Les Gendarmes, Claudey Harvey et Charley

Gingras, Marc Loture et son orchestre, Les Mégatones, Les Pieds fous, des membres de Trinidad Tobago.

La main-d'oeuvre nécessaire permettant de dispenser à la clientèle tous ces services est surtout recrutée parmi les jeunes de Saint-André. Parmi ceux qui ont trouvé un emploi régulier ou temporaire, citons: Gaby et Cécile Alexandre, Adrien et Rodrigue et Thérèse Boucher, Normand Boucher, Nellie Chouinard, Jean Darisse, Thérèse, Gilberte et Lise Darisse, Guy Desjardins, Lucienne et Aline Desjardins, Jean Garneau, Rosa Laplante, Normand et Guy Lavoie, Lise Lemieux, Viateur Lemieux, Marcel, Réjane et Louise LeBel, Huguette LeBel, Conrad Michaud, Guy Michaud, Colette, Robert et Gilles Monier, Madeleine et Rachel Ouellet, Jean-Pierre Ouellet, Louiselle Ouellet, Robert Ouellet (Patrice), Mme Simone Saint-Pierre (Paul), Mme Jeanne Saint-Pierre (Rolland), Mme Laurette Saint-Pierre (Thomas), Évillette et Noëlla Saint-Pierre, Jacques Saint-Pierre, Rollande, Jeannine et Monique Sirois, Ghislaine, Noëlline, Rosaline et Réjane Soucy. Fait à noter: Adrien Boucher, à l'emploi des Monier pendant sept ans, à titre de plongeur, aide-cuisinier, cuisinier et serveur, deviendra, de 1983 à 1990, co-propriétaire d'un restaurant "Le Saint-Patrice", 169, rue Fraser, restaurant qui s'est mérité plusieurs prix d'excellence.

L'Hôtel aux Toits Bleus roule en grand jusqu'au jour où de sérieuses difficultés financières l'amènent vers un déclin vers 1970. Le 5 novembre 1971, un jugement de la Cour supérieure déclare la Banque d'Expansion industrielle, seule et unique propriétaire du terrain et de l'ensemble des bâtisses. M. Monier et son épouse, Stella Genois, déménagent à l'Hôtel Lafresnaye, de Rivière-du-Loup, hôtel dirigé par leur fille Colette, depuis le décès de son frère Robert, survenu à l'automne 1968.

Le 1er juillet 1972, Laval Dumais prend possession de l'hôtel. Le 17 août suivant, la Banque lui en consent la vente. Le nom de l'établissement change pour celui de "Motel 50 Enr." L'avènement de l'autoroute 20 affecte la rentabilité du commerce. Laval Dumais vend les motels et la maison, ancienne propriété de Robert Monier, à Bertrand Lagacé, propriétaire de l'"Auberge de l'Amitié" de Saint-Pascal. Alors, l'hôtel ferme définitivement ses portes et n'a d'autre utilité que d'abriter meubles et autres effets appartenant à Laval Dumais.

Les années passent. Le temps et les intempéries ont bientôt raison de la toiture dont une partie s'effondre. En 1986, le Comité de citoyens de Saint-André fait signer une pétition et la présente au Conseil municipal lui demandant de prendre les dispositions nécessaires afin de faire démolir l'ancien hôtel, à l'abandon depuis une quinzaine d'années. Maire et conseillers, sont face à un dilemme. Ils appuient la demande reçue, mais hésitent à dépenser des deniers devant les tribunaux contre un propriétaire inaccessible, sans adresse fixe. En février 1988, les citoyens, appuyés par l'organisme CRIE du Grand-Portage, présentent à nouveau leur

demande. La requête présentée suggère l'application d'un article de la loi sur l'aménagement et l'urbanisme (loi 125) et fait état des dangers encourus par la population et de l'image négative au plan touristique. Un beau matin, les passants peuvent lire ce court message écrit en grosses lettres sur la façade de l'édifice: "MONUMENT À L'INCURIE DU CONSEIL MUNICIPAL". Cette fois, la municipalité entreprend les démarches judiciaires qui s'imposent et obtient de la Cour supérieure, l'autorisation de détruire le bâtiment en vertu de l'article 231 de la loi 125. À cause de l'absence de Laval Dumais à la Cour, la municipalité est déclarée propriétaire de ce dangereux édifice. Dimanche matin, 2 avril 1989, lors d'un exercice de feu auquel participent les pompiers de Saint-André et de Sainte-Hélène, le bâtiment s'envole en fumée sous les yeux d'une trentaine de curieux. Après le nettoyage du terrain, il ne reste que la piscine, vide d'eau, mais remplie de graffiti, seule témoin d'un passé impressionnant.

Collaboration: Guy et Lise Desjardins, Réjane et Louise LeBel, Gérard-Yvan Michaud, Gilles Monier, Madeleine Ouellet, Omer Ouellet, Noëlla Saint-Pierre, Rollande Sirois, Joseph Sirois
Rédaction: Georgette Ouellet

Hôtel Saint-André

Réunis en conseil de famille à Saint-André, le 19 mai 1945, les onze membres de la succession Desjardins conviennent qu'il est nécessaire de vendre les immeubles compris entre ceux de Mme Octave Lemieux et Mlle Élisabeth Lévesque et faisant partie du lot 150 au village de Saint-André. Ces immeubles consistent en un terrain avec bâtisse dessus construite près du chemin public ainsi que deux autres terrains où sont érigés d'autres bâtisses, plus à l'arrière et bornant à l'aboiteau au fleuve Saint-Laurent.

Les immeubles vendus aux enchères sont adjugés à Louis-Philippe Vaillancourt, serre-freins de Saint-André. Le contrat se signe en présence de Me Lavery Sirois, notaire de Québec, le 3 juillet 1945. Ces immeubles avaient été précédemment acquis le 17 avril 1890 par Charles-Alfred Roy dit Desjardins de la Corporation du Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière.

La maison achetée par Louis-Philippe Vaillancourt comprend alors deux logements. Celui de l'étage supérieur est occupé par la famille d'Alexis Lévesque, père de Charles-Henri, évêque du diocèse de Sainte-Anne de 1968 à 1985. M. Vaillancourt transforme l'étage inférieur: une rallonge est ajoutée vers l'arrière. Au rez-de-chaussée, il aménage une cuisine, une salle à manger, un restaurant et un lobby. L'étage supérieur abrite les chambres à coucher. Ainsi prend naissance l'Hôtel Saint-André également appelé à l'occasion, Hôtel Vaillancourt.

Tout en gérant l'hôtel avec son épouse, Annette Bernier, M. Vaillancourt continue à offrir ses services comme taxi. En hiver, c'est en auto-neige qu'il effectue les fréquents déplacements afin d'assurer le lien entre Rivière-du-Loup et Saint-André. Ses trois fils, Gaétan, Majella et Christian, apportent leur collaboration pour servir l'essence Texaco aux deux pompes situées tout près de la route nationale devant l'hôtel ou s'initier à la mécanique dans un petit garage à l'arrière de l'hôtel ou encore, aider leur père à distribuer la malle rurale.

Le 18 novembre 1957, Louis-Philippe Vaillancourt, vend son entreprise à Alphonse Sirois, commerçant de Saint-Guy de Rimouski. Cette vente comprend les terrains, bâtisses, servitudes, effets mobiliers sauf deux garages érigés à l'arrière de l'hôtel ainsi que tous les accessoires se trouvant à l'intérieur de même qu'une Chevrolet 1940, une auto-neige 1947, un camion Mercury 1947 et une auto Dodge 1957. M. Sirois et son épouse, Louise Malenfant, aidés de leurs nombreux enfants maintiennent l'hôtel en opération pendant une quinzaine d'années.

Le 30 juin 1973, Alphonse Sirois vend son hôtel à Émilien Provencher de Victoriaville. À ce moment-là, le commerce d'hôtellerie comprend une salle de réception, la salle à manger, le bar, la clientèle et l'achalandage du dit commerce. Le nouveau propriétaire prend possession du fond de commerce et autres biens dès qu'il obtient les permis nécessaires à la vente de boissons alcooliques, bière et vins, selon la loi et les règlements de la Régie des Alcools.

Cinq ans plus tard, le 13 avril, Émilien Provencher vend son commerce à Régent Ouellet de Saint-Alexandre. Rosaire et Agathe Lapointe de Saint-Alexandre y travaillent jusqu'à la vente à Fernand Morin, électricien, le 6 juillet 1979. Le commerce est alors exploité comme bar et maison de chambres pour les bénéficiaires de l'aide sociale.

Le 6 février 1986, Fernand Morin loue son commerce à Lise Thiboutot-Lafrance. Le bail comprend la location des terrains, les bâtisses et tout ce qui se trouve à l'intérieur des bâtisses ainsi qu'une clause d'option d'achat. Quatre mois plus tard, le 13 juin, le contrat est résilié. M. Morin et son épouse, Irène Beaulieu, continuent à opérer le commerce deux ans de plus.

En 1988, le 8 juillet, Fernand Morin vend à Andrée Beaulieu de Saint-Pascal son entreprise commerciale et bar portant toujours le nom de "Hôtel Saint-André".

Le 20 octobre 1989, l'édifice sis au 127, rue Principale à Saint-André est vendu à Marie-Ange Thériault de Saint-Pascal. Lors du tournage de la série télévisée «Les Cormoran», en 1989, l'Hôtel Saint-André devient, pour les besoins de la cause, la boucherie de Clément Veilleux.

Collaboration: M. et Mme Christian Vaillancourt, Gaétane Sirois Desrosiers, Régent Ouellet.

Rédaction: Georgette Ouellet

Auberge des quatre chemins
Hôtel 51 Enr.

Le 21 juillet 1952, Roland Deschênes vendait sa fromagerie et dépendances à Charles Vaillancourt, en face de la route 51. Deux ans plus tard, le 28 juin 1954, Charles Vaillancourt, garagiste, vend sa propriété à Narcisse Michaud de Saint-Léandre de Matane. À son tour, ce dernier vend le même emplacement plus les bâtisses à Désiré Coulombe, le 18 novembre 1957.

Les Coulombe sont des gens de la région de Matane qui décident de s'établir à Saint-André. La bâtisse achetée est passablement précaire et Mme Coulombe (Isabelle Levasseur) ne ménage pas ses efforts pour aider son mari à la rénover et la rendre habitable pour leur famille.

En 1958, Désiré Coulombe achète l'ancienne petite école numéro 3, près de chez Charles Charest, école mise en vente suite à la construction d'une autre école toute neuve au même endroit. La petite école numéro 3 est alors transportée au bout de la route 51, avec intention de servir de résidence familiale après rénovation. On l'installe plus à l'est de la bâtisse déjà en place et au centre, on érige une construction nouvelle. Les travaux terminés donnent lieu à un édifice assez imposant auquel on donne le nom d'Auberge des Quatre Chemins, nom choisi en rapport avec la jonction de la route 2 est et ouest ainsi que de la route 51 avec la route Noire menant vers la résidence d'Alexandre Marquis. L'entreprise devient garage-restaurant où se vend de l'essence Champlain d'après la convention signée par cette compagnie pétrolière et Désiré Coulombe, le 23 juin 1958; même sorte d'essence que vendait l'ancien propriétaire, Narcisse Michaud avant lui. Mère d'une famille de huit enfants dont l'un des fils est handicapé (Maurice, Liliane, Hervé, Lucien, Robert, Maria, Jacinthe et René), Madame Coulombe contribue avec l'aide des aînés, à la viabilité de l'établissement. Toutefois, décembre 1963 marque la fin des opérations pour leur commerce et le 20 mai 1965, Désiré Coulombe décède.

Thomas Lapointe de Saint-Alexandre devient le nouveau propriétaire de l'établissement le 31 octobre 1966. L'année suivante, le 3 avril, il vend à Liliane Gagnon Blanchet de Rivière-du-Loup. En août de la même année, il redevient propriétaire, mais cette fois, en co-propriété avec Roméo Lévesque de Sainte-Hélène, en raison d'une seconde hypothèque pour travaux effectués à l'établissement. Thomas Lapointe devient finalement le seul et unique propriétaire le 7 juin 1968 et le 14 août 1969, il en fait la vente à Laval Dumais. Celui-ci opère sous la raison sociale de Hôtel 51 Enr.,

nommé ainsi en raison du site même de l'édifice, soit face à la route 51. Il signe un bail avec BP Pétroles Ltd le 15 avril 1970, la compagnie avec laquelle Mme Blanchet avait conclu un bail semblable pour une durée de 10 ans, le 15 novembre 1967. Le commerce continue son train-train pendant quelques années. Entre-temps, se fait l'ouverture de la route 20 dans notre région et l'auberge se trouve sensiblement affectée par la diminution des touristes.

En 1975, l'auberge est déménagée en haut des côtes, plus précisément entre la route 20 et l'ancien moulin à farine Michaud, laissant le long de la route 132 des vestiges de l'emplacement initial encore visibles après quinze ans. Quoique transportée en lieu sensé plus accessible, l'Auberge connaît peu d'achalandage. Seuls des routiers et quelques adeptes d'activités non purement touristiques fréquentent l'auberge qui est amenée à fermer ses portes au cours de la dernière année.

Collaboration: Thomas Lapointe, Isabelle Coulombe, Robert Alexandre
Rédaction: Georgette Ouellet

Hôtel de Travers

L'hôtel de Travers, qui n'est pas un hôtel, même si son nom l'indique, est cet édifice construit tout en longueur, dans le sens sud-nord, du chemin public jusqu'à proximité de l'aboiteau. Il comprend six ou sept logements dont la plupart sont habités par des employés du Boss Desjardins. Parmi eux, nous retrouvons:

- M. et Mme Alphonse Vaillancourt, grands-parents de Mme Henri Morin (Rita Vaillancourt) et de son frère Jean-Charles.
- M. et Mme Félix Garneau, parents de Mme Georges LeBel (Aline Garneau).
- Mlle Émilie Larouche, couturière pour le Syndicat des Cultivateurs jusqu'à son départ de Saint-André pour aller demeurer chez sa nièce à Causapscal.
- M. et Mme Jean-Thomas Ouellet, mieux connu sous le nom de "Johny Ouellet", parents de Mme Joseph Bernier (Marie-Jeanne Ouellet).
- M. et Mme Pierre Filion, parents de Léopold, né à cet endroit, et grands-parents de Mme Jean De Grave (Jeannette Filion).
- M. et Mme Jos. Bélanger, dit le Boss Bélanger. Ils occupent le logement des Garneau lorsque ceux-ci déménagent dans la maison près du ruisseau, qui servira de bureau de poste, au 117, rue Principale.
- Autres locataires: Arthur Albert, Joseph LeBel (employé au Syndicat des Cultivateurs), Edouard Lévesque, Joseph Paradis, frère de Lucien, Pascal Sirois.

En 1932, Gérard Bérubé participe à la démolition de l'hôtel. Agé de quatorze ans, il est engagé pour ce premier emploi le 4 mai 1932. Le lendemain, il abandonne l'école pour travailler au salaire horaire de 4¢, soit

32¢ par jour. Il aide l'ouvrier Trefflé Lévesque et un autre jeune homme de son âge, Henri Morin, à transporter avec un vieux cheval, le bois récupérable, sur un terrain de Charles-Alfred Desjardins, près du Couvent-hospice. À sa démolition, l'hôtel de Travers faisait preuve de grande désuétude. Une partie de la bâtisse était inhabitable depuis plusieurs années alors qu'un grand vent avait emporté une section de la toiture, non réparée par la suite.

Quelques années plus tard, en 1945, une maison est bâtie par Roland Laplante, sur une parcelle de terrain autrefois occupée par l'hôtel. Cette maison, sise au 111, rue Principale, est celle de Robert Gendron, vendue à Aimé Saindon et revendue à M. et Mme Jean Degrave (Jeannette Filion), les propriétaires actuels.

Collaboration: Marie-Jeanne Ouellet Bernier, Aline Garneau LeBel, Rita Vaillancourt Morin, Jeannette Filion De Grave, Gérard Bérubé.
Rédaction: Georgette Ouellet

Hôtel "Bon Accueil",
Garage Idéal, Camping Idéal

Durant les années '50, Léon Laplante, entrepreneur en construction de Saint-Pascal, construit à ses frais une station-service et une bâtisse destinée à servir de résidence et de restaurant, côté nord de la route nationale, juste en face des Paradis, à la limite ouest de Saint-André. M. Laplante est d'ailleurs le beau-frère de Mme Wilfrid Paradis puisqu'il est marié à Adrienne Paradis depuis 1927.

Le restaurant ouvre ses portes sous le nom de "Hôtel Bon Accueil". Georges Bérubé en est le tenancier. La station-service, quant à elle, est mise en opération comme poste d'essence B. A.. Après quelques années, les deux commerces reviennent à M. Laplante, par acquisition du syndic de la faillite selon un acte de cession devant le notaire le 28 mai 1959.

Le 10 avril 1962, M. Laplante vend l'hôtel aux frères Thomas et Aurèle Lapointe de Saint-Alexandre qui le revendent à Adrien Plourde. Vers 1970, M. Plourde loue son commerce pour une année à Simone Lévesque. Puis, il reprend son hôtel et continue de l'opérer. Entre-temps, la route transcanadienne ouvre et le commerce s'en trouve affecté.

En 1975, M. Plourde vend son établissement à Bertrand Lagacé. La bâtisse est déménagée à Place de l'Amitié à Saint-Pascal.

La station-service est inutilisée pendant une dizaine d'années sauf pour l'entreposage de machineries appartenant aux frères Lapointe. Le 11 septembre 1968, Léon Laplante la vend à Marcel Fortin qui l'opère et y fait la vente d'essence Gulf. Un an plus tard, le 15 novembre 1969, Roger Paradis de Saint-Germain achète la station-service et décide de l'opérer

comme station indépendante. À l'été 1970, M. Paradis entreprend l'aménagement du terrain à l'arrière de son commerce pour en faire un terrain de camping. Un bulldozer passe de très nombreuses heures à débroussailler, à détourner un cours d'eau et même à enterrer les fondations de l'ancien moulin à farine mu par le vent, érigé sur la grève, à l'Islet-du-Portage. Ce moulin bâti par le Sieur Roi des Jardins servait de moulin banal aux habitants de cette seigneurie. Le 23 juillet 1890, le grand-voyer traçait une route de sept arpents de long pour aller au moulin, entre les terres de Paschal Duplessy et Gabriel Paradis.

Le vaste terrain de camping offre les services d'eau, d'électricité et d'égoûts. Roger Paradis espère pouvoir utiliser la grève à l'avantage de ses vacanciers. Malheureusement, son projet ne peut être concrétisé à cause du droit de propriété que Mme Wilfrid Paradis souhaite conserver. Contrairement au droit de propriété généralement déterminé à la plus haute marée, dans ce cas-ci, la propriétaire bénéficie d'un droit exclusif dû à la présence antérieure du moulin à farine. Malgré cela, le camping Idéal connaît passablement de vogue durant la période d'affluence touristique, entre le 24 juin et la Fête du Travail. Chaque été, M. Paradis et sa famille vivent à Saint-André dans le logement à l'intérieur du garage dans lequel on retrouve aussi la réception du camping et une salle mise à la disposition des campeurs. En 1973, M. Paradis met fin à la vente d'essence à sa station-service. Par contre, son épouse, Madeleine Carlos, et lui continuent d'opérer le terrain de camping jusqu'en 1978. Avec les années, à cause d'une signalisation inadéquate sur la route 20 et sur les routes secondaires, la clientèle se fait de moins en moins nombreuse.

En 1980, M. Paradis vend sa propriété à Gaston Michaud qui, pour peu de temps, y fait le recyclage de véhicules de tous genres. Gilles Paradis, fils de Mme Wilfrid Paradis, achète la bâtisse qu'il utilise comme garage privé et résidence.

Collaboration: Roger Paradis, Adrien Plourde, Simone Lévesque
Rédaction: Georgette Ouellet

Camping Paradis

Au village d'Andréville, un autre camping est exploité pendant quelques années par Lucien Paradis, derrière sa résidence privée, à l'est de la route du quai.

Les garages

Garage Thiboutot

L'automobile, invention révolutionnaire du début du siècle, vient tout juste de faire son apparition lorsqu'Antonio Thiboutot s'amène en 1925, engagé comme chauffeur du "Boss Desjardins". Celui-ci possède l'un des premiers véhicules à moteur à Saint-André.

Ses connaissances étant encore limitées en mécanique, Antonio Thiboutot s'engage au Garage Landry de Sainte-Hélène dans le but de prendre de l'expérience et d'y apprendre les rudiments du métier. Il va ensuite suivre son cours au Collège Wallace à Québec.

Sur la route "d'en bas", aucun garage n'a encore vu le jour. En dépit des difficultés financières de l'époque, un projet s'amorce puis se concrétise. Les travaux débutent à l'ouest du village, loin des autres maisons; on procède par corvée et les gens sont généreux. Les familles Saint-Pierre et Michaud fournissent chevaux et tombereaux et c'est à la petite pelle que s'effectue le transport du gravier nécessaire à la préparation du terrain acheté de Jules Paradis le 4 avril 1928. Au moment de la construction du garage Antonio Thiboutot est aidé de son père Soter et de son frère Gérard. Les portes s'ouvrent au cours des mois d'été sous le nom de Garage Union.

Les débuts sont des plus modestes, car ce sont des outils rudimentaires qu'il faut utiliser. Sans électricité, on s'éclaire à l'huile de charbon et on réussit à servir l'essence "Impérial" au moyen d'une pompe à bras. Les routes à demi carrossables font que les pneus se brisent souvent et il faut même usiner les pièces impossibles à trouver. Une main-d'oeuvre supplémentaire s'impose et c'est alors qu'un premier employé s'adjoint en la personne de Gérard Marquis.

À l'avènement de l'électricité en 1928, elle est immédiatement installée au garage. Dorénavant, il devient possible de servir l'essence à l'aide de pompes munies d'un moteur électrique. La venue de l'électricité amène aussi avec elle une nouveauté, la radio. C'est pour quelques gens de Saint-André, une raison qui les attire au garage étant donné que Monsieur Thiboutot est parmi les premiers à posséder un appareil radiophonique. Encore célibataire et résidant dans une section du garage, c'est à cet endroit que pour se distraire, le jour comme le soir, Monsieur Thiboutot accueille ceux qui viennent y écouter la radio et jouer aux pommes ou aux allumettes.

En 1933, une petite maison attenante au garage est construite et à l'aube de l'année 1934, le 3 janvier, Antonio Thiboutot épouse Régina Soucy, une fille de Saint-André.

Pendant deux saisons, Madame Thiboutot s'occupe de servir des repas au petit restaurant situé à côté du garage. Les années qui suivent, son temps est consacré aux tâches qu'exige une famille de quatre garçons et trois filles. Par surcroît, il lui arrive de garder en pension des employés du garage.

En 1936, le garage trop exigü pour répondre aux besoins des propriétaires d'autos et de camions, Antonio Thiboutot en construit un plus grand, par dessus l'autre qu'il démolit ensuite. Ce nouveau garage compte trois portes, un compresseur, un "lift", un système permettant le chauffage, un système électrique adéquat pour le temps, un coin d'entreposage pour les pièces et les pneus, un "magasin" pour accueillir les clients au chaud, voire même y jouer aux dames ou aux "pichenottes" à l'occasion et, finalement, des toilettes pour hommes et pour femmes afin d'accommoder les voyageurs de plus en plus nombreux qui empruntent la route 2.

Au cours des années 1930, Antonio Thiboutot construit un petit garage de service au bout de la route montant vers Saint-Alexandre, côté sud de la route 2. C'est son employé, Gérard Marquis, qui est chargé d'administrer ce garage où l'on vend de l'essence Shell et où l'on n'offre qu'un service saisonnier. Pendant ce temps, Gérard Marquis est remplacé au garage du village par Gilbert Lemieux.

Homme à l'esprit inventif, Antonio Thiboutot ne cesse de le prouver. À titre d'exemple, il "patente" une remorqueuse adaptable à la partie arrière du vieux "Viking", l'automobile familiale. Il imagine de lui-même un "snow" précurseur de la motoneige d'aujourd'hui; ce véhicule fabriqué en bois et recouvert d'une toile goudronnée est monté sur skis puis propulsé par une hélice arrière verticale, et ça marche cet engin... il s'en sert pour se déplacer dans le village. Il transforme un camion de la Compagnie Desjardins en un véhicule sur chenilles destiné au transport hivernal des marchandises du train jusqu'à la Compagnie Desjardins. Il conçoit un souffleur à neige capable de déblayer aussi bien les entrées et les cours que la patinoire du village durant l'hiver. De façon particulière, signalons l'une de ses réalisations pour le moins originale, celle d'une haute colonne de pneus érigée à l'entrée ouest du terrain du garage. Cette colonne de pneus qui capte l'attention des touristes et dont se rappellent probablement les plus âgées de Saint-André, est détruite au moment de la guerre 1939-45 afin de récupérer le caoutchouc.

Le 27 novembre 1939, Antonio Thiboutot vend à Charles-Eugène Lavoie de Saint-Guy de Rimouski, une bâtisse en bois exploitée comme poste de gazoline et restaurant, bâtisse ayant été construite par lui-même sur un terrain loué de Mme Alfred Bouchard, d'après un bail en date du 12 juin 1934.

Outre ses talents d'innovateur, Antonio Thiboutot se distingue par ses qualités d'homme soucieux du travail bien fait, solidaire de ses concitoyens

et présent à son milieu. Avant 1946, alors que les routes demeurent fermées l'hiver, parce que non entretenues, le garage se remplit de voitures qui nécessitent des réparations majeures et au printemps, les belles de l'époque en ressortent ragaillardies, faisant l'honneur de leur propriétaire. Le jour où se forme un comité de chemins d'hiver et que les automobilistes qui veulent circuler avec leurs voitures durant la saison froide se cotisent pour faire ouvrir les routes, Antonio Thiboutot fait sa part; il achète l'équipement nécessaire et s'attaque à la tâche. De plus, il se fait un devoir de rendre impeccable et sans frais la cour de l'église pour la messe le dimanche. D'une chose à l'autre, son implication personnelle l'amène à parrainer l'équipe de hockey locale et à fournir les chandails aux joueurs. Puis, en de nombreuses occasions, il accepte de transmettre ses connaissances aux non-initiés désireux d'apprendre le métier de mécanicien.

Projet après projet, Antonio Thiboutot en réalise un autre en 1954. Il rénove et agrandit la petite maison située à l'est du garage, maison ayant appartenu à Jules Paradis. Il aménage donc cette maison pour en faire sa demeure. Devenue libre la maison attenante au garage est successivement louée à Roland Massé et Benoît Thiboutot, deux employés du garage.

Tour à tour, la concession des autos Hudson, des camions Réo, des tracteurs et machineries agricoles Ferguson Massey Ferguson vient s'ajouter à l'entreprise. L'exigence du métier fait que les heures d'ouvrage sont longues et fort remplies; heureusement les garçons grandissent et apportent leur contribution selon leur âge et leur disponibilité en dehors des études.

À la fin de son cours à Rimouski en mai 1957, l'un des fils, Normand, décide de travailler en collaboration avec son père. C'est lui qui prend la relève de façon définitive le 1er janvier 1969. À ce moment-là, le Garage T.A. Thiboutot, du nom de son fondateur Thomas Antonio, change pour le Garage Normand Thiboutot.

Au début des années 70, l'avènement de l'autoroute 20 diminuant considérablement l'apport touristique, le Garage Thiboutot qui offre surtout des services de mécanique générale et qui fait la vente d'essence Esso, se voit obligé de repenser son orientation. Il en arrive à concentrer davantage ses activités sur la vente et la réparation de machineries agricoles, les services de chargeurs (loaders) à taux horaire, plus le transport de gravier en été, le déneigement des cours privées et l'entretien des chemins en hiver.

Marié à Lise Lapointe, fille d'Isidore, depuis 1962, Normand Thiboutot bénéficie de la collaboration de son épouse; c'est elle qui assume la comptabilité du garage en plus de ses responsabilités de mère de trois enfants; Bruno, Martin et Isabelle. La petite famille demeure dans la